

Solucom

Rapport financier semestriel au 30 septembre 2012

Sommaire

Déclaration des personnes responsables.....	3
Rapport semestriel d'activité	4
1. Analyse des résultats de Solucom	4
2. Activité de Solucom durant le semestre.....	5
3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice	6
4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir	6
5. Principales transactions avec les parties liées.....	9
Comptes consolidés.....	10
Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels	15
1. Faits significatifs de l'exercice	15
2. Principes et méthodes comptables	16
3. Périmètre de consolidation.....	20
4. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat	21
Rapport des Commissaires aux Comptes	34
1. Conclusion sur les comptes	34
2. Vérification spécifique	34

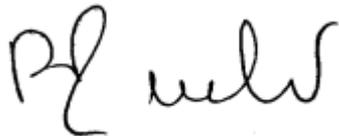
Déclaration des personnes responsables

J'atteste, à ma connaissance,

que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et notamment conformément à la norme IAS 34, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris-La Défense le 21 novembre 2012



Pascal Imbert, Président du Directoire



Rapport semestriel d'activité

1. Analyse des résultats de Solucom

Les comptes semestriels au 30 septembre 2012 consolident Solucom SA, Alturia Consulting et Eveho Conseil, Eveho Service et Eveho Actuariat sur 6 mois, Solucom DV et New'Arch sur les 3 premiers mois, ainsi que la société SLM Consulting, qui n'a pas eu d'activité sur la période.

Il est à noter que le cabinet Solucom a connu les variations de périmètre suivantes sur la période du 1^{er} semestre 2012/13 :

- acquisition de la société Alturia Consulting en avril 2012
- acquisition des sociétés Eveho Conseil, Eveho Actuariat et Eveho Service en avril 2012
- absorption au moyen de TUP (Transmission Universelle de Patrimoine) de Solucom DV et New'Arch par Solucom SA au 30 juin 2012
- création de SLM Consulting au mois de septembre 2012
- absorption au moyen de TUP d'Eveho Actuariat et Eveho Service par Eveho Conseil au 30 septembre 2012.

Les comptes au 30 septembre 2011 consolident Solucom, Idesys, Solucom DV, New'Arch, KLC et Cosmosbay~Vectis sur 6 mois.

Les comptes au 31 mars 2012 consolident Solucom, Solucom DV, New'Arch et Cosmosbay~Vectis sur 12 mois, ainsi qu'Idesys et KLC sur 9 mois, compte tenu des TUP intervenues pour ces deux sociétés le 31 décembre 2012. Pour mémoire, Cosmosbay~Vectis a également fait l'objet d'une absorption par Solucom au moyen d'une TUP intervenue le 31 mars 2012.

Les comptes au 30 septembre 2012, ainsi que les comptes au 30 septembre 2011 et au 31 mars 2012, sont établis selon le référentiel comptable international IFRS. Les états financiers qui présentent ces comptes suivent la recommandation n°2009-R.03 du 2 juillet 2009 du CNC. Les soldes intermédiaires de gestion qui figurent dans ces états et qui sont commentés dans la suite de ce document sont donc ceux définis par le CNC.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2012 s'établit à 59 475 K€ contre 50 048 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 19%.

Le résultat opérationnel courant est de 4 273 K€ (après participation des salariés). Il connaît une augmentation de 4,5% par rapport à celui du 1^{er} semestre de l'exercice précédent qui s'élevait à 4 090 K€. La marge opérationnelle courante, obtenue en divisant le résultat opérationnel courant par le chiffre d'affaires, est de 7,2%, à comparer à 8,2% au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est de 4 867 K€, en hausse de 19% par rapport au résultat opérationnel du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui s'établissait à 4 089 K€. Il intègre un produit net de frais de 1 093 K€ lié à un crédit d'impôt recherche relatif aux années 2010 et 2011, ainsi que des frais d'acquisitions à hauteur de 501 K€.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 31 K€ sur la période. Ce chiffre est à comparer à un coût de l'endettement financier net de 15 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt est de 4 858 K€, en augmentation de 19% par rapport au résultat avant impôt du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui était de 4 066 K€.

Le résultat net de la période s'établit à 3 319 K€, soit une marge nette de 5,6%. Ce résultat progresse de 64% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, pour lequel le résultat net de la période était de 2 018 K€, soit une marge nette de 4,0%.



Il n'y a pas d'intérêts minoritaires. Le résultat net part du groupe est donc également de 3 319 K€, contre 2 018 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 64%.

Les capitaux propres s'élèvent à 47 127 K€ au 30 septembre 2012 contre 45 159 K€ au 31 mars 2012.

La trésorerie nette du cabinet Solucom au 30 septembre 2012 est de 3 344 K€, contre une trésorerie nette de 12 028 K€ au 31 mars 2012 et une trésorerie nette de 7 947 K€ au 30 septembre 2011.

L'évolution de la trésorerie nette depuis le 31 mars 2012 prend en compte les décaissements liés aux acquisitions d'Alturia Consulting et Eveho, ainsi que l'augmentation du besoin en fonds de roulement sur la période.

Enfin, les comptes individuels de Solucom font ressortir un chiffre d'affaires de 51 471 K€ au 30 septembre 2012, contre 29 285 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 76%. Cette croissance intègre l'effet des TUP réalisées au 31 décembre 2011, au 31 mars 2012 et au 30 juin 2012. Le résultat d'exploitation semestriel de la société Solucom s'établit, quant à lui, à 3 483 K€, représentant une marge d'exploitation de 6,8%. Pour mémoire, le résultat d'exploitation du premier semestre 2011/12 s'élevait à 2 949 K€, soit une marge d'exploitation de 10,1%.

2. Activité de Solucom durant le semestre

Au 1^{er} semestre de l'exercice 2012/13, le chiffre d'affaires consolidé de Solucom s'est établi à 59,5 M€, en progression de 19%, dont 7% de croissance à périmètre constant.

En dépit d'un marché déprimé, la croissance du cabinet a été dynamique sur la période, avec d'une part une croissance organique soutenue, résultat d'un investissement commercial intense et de la poursuite des actions de recrutement, et avec d'autre part deux opérations de croissance externe, Alturia Consulting et Eveho consolidés depuis le 1^{er} avril 2012.

L'environnement de marché difficile a, en revanche, pesé sur les indicateurs opérationnels du cabinet, même si ceux-ci ont en définitive bien résisté.

Le taux d'activité s'est ainsi établi à 81% sur le 1^{er} semestre 2012/13, en incluant Alturia Consulting et Eveho. A périmètre constant, le taux d'activité s'élève à 83%. Si ce chiffre est conforme à la fourchette normative du cabinet (82% à 84%), il est néanmoins en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2011/12 (85%).

Les prix de vente se sont inscrits en repli, avec un taux journalier moyen de 715 € sur le semestre, et de 713 € à périmètre constant, contre 720 € sur l'ensemble du dernier exercice. Le recul de l'ordre de 1% à périmètre constant, conforme à l'anticipation annuelle du cabinet, a été légèrement compensé par des taux journaliers moyens supérieurs chez Alturia Consulting et Eveho.

Cette relative tension sur les indicateurs, conjuguée à l'augmentation des investissements commerciaux, a freiné la progression du résultat opérationnel courant. Ce résultat s'est ainsi établi à 4,3 M€ sur le semestre, en hausse de 4%. La marge opérationnelle courante ressort à 7,2%, contre 8,2% un an auparavant.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 4,9 M€ en progression de 19%. Ce chiffre tient compte de la comptabilisation en autres produits opérationnels d'un crédit d'impôt recherche pour les années 2010 et 2011, et des frais liés aux récentes acquisitions, enregistrés en autres charges opérationnelles.

Le résultat net part du groupe ressort à 3,3 M€, en progression de 64% par rapport au 1^{er} semestre 2011/12. La marge nette s'établit ainsi à 5,6% contre 4,0% un an plus tôt.

Les capitaux propres consolidés se sont renforcés à 47,1 M€ à l'issue du 1^{er} semestre.

La trésorerie nette s'élevait à 3,3 M€ après acquisition d'Alturia Consulting et d'Eveho, mais avant décaissement consécutif au rapprochement avec Stance.



Après acquisition de Stance, au début du 2nd semestre de l'exercice, Solucom conserve des marges de manœuvre financières importantes, grâce à l'ouverture de lignes de crédit confirmées, à hauteur de 16 M€, et à l'émission d'un emprunt obligataire de 3 M€ dans le cadre de l'opération Micado France 2018.

Ces marges de manœuvre confèrent au cabinet la capacité de saisir de nouvelles opportunités de développement et permettent d'ores et déjà d'assurer le financement du plan stratégique Solucom 2015.

3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice

Le semestre écoulé a permis de poursuivre les avancées du cabinet vers Solucom 2015 avec :

- une croissance dynamique, supérieure au plan de marche annuel ;
- une concrétisation de la proposition de valeur visée par le cabinet, combinant savoir-faire métiers et expertises technologiques ;
- une confirmation des percées de Solucom à l'international, qui ont conduit le cabinet à créer en fin de semestre une filiale à Casablanca pour servir ses clients marocains.

Le 2nd semestre s'ouvre dans un contexte de marché qui demeure peu engageant. La demande est ralentie, la concurrence se durcit et la pression sur les prix est très présente. Le cabinet ne perçoit pas de signe annonçant une détente à court terme et la visibilité sur le début de l'année 2013 reste incertaine.

Malgré ce contexte, Solucom entend maintenir ses efforts de développement, tout en demeurant extrêmement vigilant quant à l'évolution de ses indicateurs avancés et à l'environnement de marché.

Compte tenu de l'avance du cabinet au 30 septembre 2012 sur son plan de marche annuel, et de l'acquisition de Stance au début du mois d'octobre, Solucom revoit à la hausse son objectif de croissance annuelle. Le cabinet se fixe désormais pour objectif de réaliser une croissance totale supérieure à 19%, contre 13% initialement, assortie d'une croissance organique supérieure à 5%, contre un objectif initial de croissance organique positive.

Sur le plan de la rentabilité, Solucom maintient son objectif d'une marge opérationnelle courante annuelle à deux chiffres, même si cet objectif devient plus tendu du fait du contexte de marché.

4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir

Les facteurs de risques présentés dans le document de référence publié par Solucom et déposé auprès de l'AMF en date du 27 juillet 2012 sous le numéro D.12-0708 n'ont pas subi d'évolution sensible à ce jour.

Les risques qui sont cités dans cette section sont ceux qui, d'après la société, présentent les impacts potentiels les plus significatifs ou la probabilité d'occurrence la plus élevée.

Risque lié au contexte économique

L'existence de cycles économiques, de plus en plus rapprochés, et possiblement de forte amplitude, peut faire peser des incertitudes sur l'activité de Solucom. Cela peut se traduire par des restrictions budgétaires chez ses clients, des arrêts de projets et, de manière plus générale, par une contraction du volume de la demande simultanément à une hausse du niveau de concurrence.

Dans de tels cas de figure, Solucom a historiquement toujours su prendre des mesures pour minimiser l'impact de ces difficultés.

Le contexte de marché est ancré dans la crise depuis fin 2011, avec une dégradation de la situation en 2012 (allongement des délais de décisions, des arrêts ou reports de projets, concurrence avivée, augmentation de la pression sur les prix).



Pour pallier les effets de la crise, Solucom a mis en place plusieurs mesures notamment le renforcement de son équipe commerciale. Par ailleurs, Solucom se laisse encore la possibilité d'arbitrer le maintien de ses investissements en termes de recrutement, notoriété ou de développement à l'international.

Solucom ne peut toutefois exclure que la crise conduise à une dégradation temporaire de sa rentabilité.

Risque lié aux ressources humaines

La réussite du développement de Solucom passe impérativement par le recrutement et la fidélisation de collaborateurs à fort potentiel. Le modèle de recrutement de Solucom repose sur l'embauche de jeunes diplômés, issus des meilleures grandes écoles et universités.

Le recrutement est un défi important pour Solucom, compte tenu de la forte compétition qui existe structurellement sur l'embauche des profils recherchés par le cabinet.

Afin de maîtriser ce facteur clé de succès essentiel, Solucom consent chaque année un investissement important en matière de recrutement.

Au-delà du recrutement, la maîtrise du turnover représente un 2nd défi, les cadres ayant une expérience en cabinet de conseil étant fortement recherchés.

La maîtrise du turn-over est de la responsabilité conjointe du management et des responsables ressources humaines du cabinet. De nombreuses initiatives se poursuivent permettant au cabinet Solucom de diminuer son rythme de turn-over annuel à 12% au 30 septembre 2012, contre 14% pour l'exercice 2011/12 et 20% en 2010/11.

Risque lié aux acquisitions

La stratégie de croissance externe de Solucom conduit régulièrement à l'intégration de nouvelles sociétés. Pour chaque acquisition, Solucom recherche systématiquement à s'assurer de l'adhésion du management de la société acquise au projet industriel commun. Ces réflexions amont permettent ensuite de faciliter le processus d'intégration et de limiter le risque de départ des personnes-clés.

Lors du processus d'intégration d'une nouvelle société, Solucom veille à :

- déployer rapidement les outils de gestion du cabinet au sein de la nouvelle entité afin de disposer dans les meilleurs délais d'une vision fine de l'activité opérationnelle ;
- instaurer des synergies de revenus, notamment en travaillant à déployer les savoir-faire de la société acquise auprès des clients existants du cabinet ;
- homogénéiser les processus opérationnels, pour une meilleure efficacité, et à rechercher les mutualisations possibles, pour diminuer les coûts.

Solucom a professionnalisé sa méthodologie de rapprochement en 2012/13. Cette méthodologie revue est actuellement mise en œuvre pour conduire les intégrations des sociétés Alturia Consulting, Eveho et Stance. Centrée sur l'humain et l'accompagnement des équipes, elle est conduite en mode projet et pilotée par une *task force* dédiée, représentant toutes les fonctions du cabinet Solucom. La mise en place de ces nouveaux processus vise à accélérer l'intégration des sociétés acquises.

Les nouvelles sociétés sont amenées à intégrer le modèle d'organisation du cabinet Solucom dans un horizon de 12 à 18 mois.

Le cabinet sera attentif au bon déroulement de ces intégrations. Pour autant, il existe des risques inhérents attachés à toute opération de croissance externe et Solucom ne peut garantir une efficacité systématique de son modèle d'intégration.

Ainsi, Cosmosbay~Vectis, société intégrée au sein du cabinet en 2008, a connu une baisse importante de ses performances au cours de son intégration, il est vrai, dans un contexte économique particulièrement difficile.



Suivi des écarts d'acquisition

Solucom teste la valeur des écarts d'acquisitions inscrits à son bilan tous les ans. Au 30 septembre 2012, Solucom a vérifié qu'il n'existe pas d'indice de perte de valeur relatif aux écarts d'acquisition inscrits à son bilan. Pour mémoire, des *impairment tests* détaillés ont été réalisés au 31 mars 2012 et seront à nouveau réalisés au 31 mars 2013.

Risque juridique

L'activité du cabinet Solucom n'est pas soumise à une réglementation spécifique.

Les responsables fonctionnels, notamment responsables ressources humaines (dans le domaine du droit social) et la direction financière (dans le domaine du droit commercial), apportent un soutien aux opérationnels lorsqu'ils sont confrontés à des cas particuliers qui ne sont pas prévus par une procédure interne. Ces responsables fonctionnels s'appuient eux-mêmes sur des conseils externes spécialisés.

Dans le cadre des prestations réalisées pour ses clients, Solucom est régulièrement amené à souscrire à des engagements contractuels nécessitant un suivi particulier. Il s'agit, par exemple, d'engagements de confidentialité, d'engagements d'exclusivité, etc.

Ces engagements sont pris sous la responsabilité des dirigeants de chaque entité du cabinet, avec, le cas échéant, faculté de délégation à certains managers. Ces dirigeants ont la charge d'assurer la traçabilité de ces engagements, et la mise en œuvre des dispositions permettant d'en garantir le respect.

Risque de mise en cause de la responsabilité civile professionnelle de Solucom

Le cabinet est couvert par un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle et exploitation, qui offre les garanties suivantes :

- responsabilité civile exploitation
 - ▶ dommages corporels 10,0 millions d'euros par sinistre,
 - ▶ dommages matériels/immatériels consécutifs 10,0 millions d'euros par sinistre
- responsabilité civile professionnelle
 - ▶ dommages matériels/immatériels consécutifs ou non 5,0 millions d'euros par sinistre et par an.

Une franchise de 75 milliers d'euros a été prévue dans le cadre de ce contrat au titre de la responsabilité civile professionnelle.

Risque sur les projets forfaitaires

Les prestations forfaitaires représentent chaque année entre 30 et 40% du chiffre d'affaires du cabinet (34% en 2011/12, 30% au 30/09/12).

Solucom a mis en place un suivi rigoureux des projets, les outils de gestion utilisés au sein du cabinet venant à l'appui de ce suivi.

Chaque projet forfaitaire est découpé en lots indépendants. Un chef de projet est systématiquement désigné pour chaque lot. Ce chef de projet a la responsabilité de la conduite des prestations à réaliser et du pilotage des intervenants sur le lot.

Chaque mois, il analyse les charges imputées par chacun des intervenants sur le lot et établit une nouvelle prévision du reste à faire, ces éléments permettant de dégager un taux d'avancement, le chiffre d'affaires reconnu sur le mois et, le cas échéant, des jours de dépassement des charges budgétées sur le lot.

Cette analyse, qui remonte automatiquement au management dans les 1ers jours du mois, permet d'identifier les dérives au plus vite et de déclencher en conséquence les actions correctrices nécessaires.



Sur les dernières années, le niveau de dépassement moyen n'a jamais excédé 2% du total des jours de présence des équipes productives hors congés (0% en 2011/12, 0% au 30/09/12).

Risque lié au système d'information

Avec la croissance, le système d'information représente un actif de plus en plus important pour Solucom. Il permet de gérer l'activité commerciale et opérationnelle, de produire les états financiers, de communiquer en interne et en externe, et, enfin, de consolider et d'organiser la gestion des bases de connaissances diffusées auprès de l'ensemble des collaborateurs du cabinet. Un plan de continuité informatique a été mis en œuvre afin d'être en mesure de redémarrer dans des délais maîtrisés chacun des services essentiels du système, quel que soit l'incident rencontré, sauf en cas de sinistre global. En outre, afin de se prémunir contre les effets d'un sinistre global, une sauvegarde est effectuée quotidiennement, un jeu de sauvegarde complet étant envoyé chaque semaine à l'extérieur des locaux.

Enfin, le système est protégé contre les intrusions et agressions externes par des moyens à l'état de l'art en matière de sécurité informatique.

En 2011/12, Solucom a décidé de mettre en place un nouveau système d'information de gestion afin de répondre aux ambitions de développement moyen terme du cabinet (croissance, international etc.). Ce nouvel outil devrait être mis en place au cours de l'exercice 2013/14. Le cabinet sera particulièrement attentif à la phase de conduite de changement afin d'en minimiser les perturbations.

Risques dans l'exécution des missions

Pour assurer la qualité de l'exécution des missions, le cabinet dispose d'un ensemble de méthodes et les responsables de missions bénéficient de formations spécifiques leur permettant de développer les compétences les plus avancées dans leurs domaines d'interventions. Ces responsables de missions s'assurent du respect le plus strict du cahier des charges validé par le client et du pilotage de la mission, en lien direct avec les opérationnels côté client.

Le cabinet Solucom a mis en place un pilotage des risques qualité permettant de suivre mensuellement les incidents suspectés ou avérés et leur résolution via l'exécution de plans d'action spécifiques.

Pour autant, il peut s'avérer que la difficulté d'exécution de la prestation ait été sous-estimée et/ou que certains éléments n'aient pas été clairement définis dans le cahier des charges. Ces problèmes, s'ils n'étaient pas identifiés à temps, pourraient causer des dépassements de budget importants sur certaines missions, des dommages dont le cabinet Solucom pourrait être tenu responsable mais qui font l'objet d'une assurance responsabilité civile professionnelle, et pourraient nuire à la réputation du cabinet.

5. Principales transactions avec les parties liées

Sur le premier semestre de son exercice 2012/13, Solucom n'a pas réalisé de nouvelles transactions significatives avec des parties liées.

Le lecteur pourra se référer à ce sujet à la note 26 de l'annexe des comptes semestriels consolidés.



Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2012	30/09/2011	31/03/2012
CHIFFRE D'AFFAIRES	16	59 475	50 048	108 058
Autres produits de l'activité				
Achats consommés	17	2 087	1 709	3 624
Charges de personnel (y inclus participation)	18 & 19	44 255	36 439	76 733
Charges externes		6 879	6 799	13 556
Impôts et taxes		1 185	778	1 824
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		783	226	669
Autres produits et charges courants		13	7	5
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		4 273	4 090	11 647
Autres produits et charges opérationnels	20	594	(1)	(47)
RESULTAT OPERATIONNEL		4 867	4 089	11 600
Produits financiers	21	1	41	60
Coût de l'endettement financier brut	21	32	56	107
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	21	31	15	47
Autres produits et charges financiers	21	22	(8)	3
RESULTAT AVANT IMPOT		4 858	4 066	11 556
Charge d'impôt	22	1 539	2 048	4 557
RESULTAT NET DE LA PERIODE		3 319	2 018	6 999
Intérêts minoritaires				
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		3 319	2 018	6 999
Résultat net (part du groupe) par action (€) (1) (2)	23	0,68	0,42	1,44
Résultat net dilué (part du groupe) par action (€) (2)	23	0,67	0,41	1,40

(1) Nombre moyen pondéré d'actions sur la période hors titres d'autocontrôle

(2) Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30/09/11 et au 31/03/12, sur la base du nombre d'actions au 30/09/12.



Bilan consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2012	31/03/2012
ACTIF NON COURANT		37 987	29 657
Écarts d'acquisition	1	31 424	24 137
Immobilisations incorporelles	2	301	162
Immobilisations corporelles	3 & 4	2 376	2 463
Actifs financiers	5	749	700
Autres actifs non courants	7	3 137	2 195
ACTIF COURANT		53 663	57 600
Clients et comptes rattachés	8	41 089	35 844
Autres créances	8	7 657	7 177
Actifs financiers	5		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 & 9 & 14	4 917	14 579
TOTAL ACTIF		91 650	87 257

CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		47 127	45 159
Capital	10	497	497
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10	11 219	11 219
Réserves et résultats consolidés		35 411	33 443
Intérêts minoritaires			
TOTAL CAPITAUX PROPRES		47 127	45 159
PASSIF NON COURANT		3 759	2 706
Provisions long terme	11 & 12	3 247	2 197
Passifs financiers (part à plus d'un an)	12 & 13 & 14	267	288
Autres passifs non courants	12	245	221
PASSIF COURANT		40 764	39 392
Provisions court terme	11 & 15	1 264	856
Passifs financiers (part à moins d'un an)	13	1 306	2 263
Fournisseurs et comptes rattachés	15	5 798	5 544
Dettes fiscales et sociales	15	26 219	26 843
Autres passifs courants	15	6 177	3 886
TOTAL PASSIF		91 650	87 257



Variation de trésorerie consolidée

En milliers d'euros

	Note	30/09/2012	30/09/2011	31/03/2012
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 319	2 018	6 999
<i>Élimination des éléments non monétaires :</i>				
Dotations nettes aux amortissements et provisions		1 120	362	1 107
Charges / (Produits) liés aux stock-options et assimilés				
Moins-values / (Plus-values) de cession, nettes d'impôt		(4)	38	38
Autres produits et charges calculés		(548)	100	1 350
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et après impôt		3 887	2 518	9 494
Écart de conversion sur la CAF				
Variation du besoin en fonds de roulement		(4 229)	(1 921)	(3 698)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(342)	597	5 796
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		(486)	(562)	(1 032)
Cession d'immobilisations		1	0	0
Variation des immobilisations financières		105	(577)	(1 213)
Incidences des variations de périmètre		(6 906)		0
Autres flux liés aux opérations d'investissement				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(7 286)	(1 139)	(2 245)
Augmentation de capital - Sommes reçues lors de l'exercice de stock-options				
Rachat et revente par la société de ses propres titres				
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		(1 066)	(1 031)	(1 026)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Autres flux liés aux opérations de financement		(977)	(978)	(1 966)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(2 043)	(2 009)	(2 992)
Trésorerie à l'ouverture		14 577	14 018	14 018
Trésorerie à la clôture		4 906	11 467	14 577
Variation nette de trésorerie		(9 671)	(2 551)	559

Le montant des lignes de crédit non utilisées est de 4 000 milliers d'euros et correspond au refinancement de l'acquisition de la société Cosmosbay-Vectis : 4 000 milliers d'euros ;

Le montant des impôts payés s'est élevé à 1 780 milliers d'euros au premier semestre 2012 et à 1 629 milliers d'euros au premier semestre 2011.

Le montant des intérêts versés s'est élevé à 22 milliers d'euros au premier semestre 2012 et à 63 milliers d'euros au premier semestre 2011.

La ligne « Incidences des variations de périmètre » correspond aux prix d'acquisitions des sociétés Alturia Consulting et Eveho déduction faite de la trésorerie acquise de ces sociétés.



Variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Total capitaux propres
Capitaux propres consolidés au 31/03/2011	497	11 219	21 389	6 935	0	40 040
Résultat consolidé de l'exercice				2 018		2 018
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente						
Pertes et gains actuariels			(60)			(60)
Résultat net global			(60)	2 018		1 958
Affectation du résultat			6 935	(6 935)		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante						
Distributions de l'entreprise consolidante			(1 030)			(1 030)
Actions propres			(519)			(519)
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'actions			214			214
Capitaux propres consolidés au 30/09/2011	497	11 219	26 929	2 018		40 663
Résultat consolidé de l'exercice				4 981		4 981
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente						0
Pertes et gains actuariels			(109)			(109)
Résultat net global			(109)	4 981		4 872
Variation de capital de l'entreprise consolidante						
Distributions de l'entreprise consolidante			4			4
Actions propres			(615)			(615)
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'action			234			234
Variation des écarts de conversion						
Capitaux propres consolidés au 31/03/2012	497	11 219	26 444	6 999	0	45 159
Résultat consolidé de l'exercice				3 319		3 319
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente						
Pertes et gains actuariels			(250)			(250)
Résultat net global			(250)	3 319		3 069
Affectation du résultat			6 999	(6 999)		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante						
Distributions de l'entreprise consolidante						
Variation des écarts de conversion			(1 066)		(2)	(1 066) (2)
Actions propres			149			149
Retraitement de la provision pour attribution gratuite d'actions			(182)			(182)
Capitaux propres consolidés au 30/09/2012	497	11 219	32 094	3 319	(2)	47 127



Le montant du dividende distribué au cours du semestre s'élève à 0,22 euro par action soit au total 1 066 milliers d'euros. Les capitaux propres ne présentent aucun élément générant un impôt exigible. Le cumul des impôts différés actifs relatifs aux éléments comptabilisés dans les capitaux propres depuis l'origine, s'élèvent à 289 milliers d'euros et sont générés par les écarts actuariels de l'IAS 19.

Pertes et gains comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros

	Note	30/09/2012	30/09/2011	31/03/2012
Résultat net		3 319	2 018	6 999
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente				
Pertes et gains actuariels bruts		(379)	(60)	(310)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels		129	0	141
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		(250)	(60)	(169)
Résultat net global (Part du groupe)		3 069	1 958	6 830



Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels

Solucom est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est situé Tour Franklin – 100/101 terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex. La société est cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment C.

Les états financiers consolidés semestriels du cabinet Solucom (constitué de la société Solucom et de ses filiales) ont été arrêtés par le Directoire en date du 21 novembre 2012.

1. Faits significatifs de l'exercice

Acquisitions de sociétés

Solucom a acquis 100% du capital de la société Alturia Consulting le 2 avril 2012. Fondé il y a plus de 20 ans, Alturia Consulting compte près de 80 collaborateurs et a réalisé, en 2011, plus de 9 M€ de chiffre d'affaires.

Cabinet de conseil en stratégie opérationnelle, organisation et management, Alturia Consulting est notamment reconnu pour son expertise dans le secteur de l'assurance et de la protection sociale, qui l'amène à conseiller les plus grands acteurs de ce secteur. Alturia Consulting dispose également d'un savoir-faire de 1er plan en matière de conseil en organisation et pilotage de projets. Il intervient à ce titre auprès de très grands comptes, dans des secteurs tels que l'assurance, la banque, l'industrie, ou le secteur public.

Cette acquisition a été financée intégralement en numéraire. La société est consolidée à compter du 1er avril 2012 dans les comptes de Solucom, soit sur la totalité de son exercice. Un goodwill est constaté dans les comptes consolidés du groupe au 30 septembre 2012.

Solucom a acquis 100% du capital de la société Eveho conseil et de deux filiales, Eveho actuariat et Eveho services, le 6 avril 2012. Fondé en 2005 et comptant plus de trente collaborateurs, Eveho a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires supérieur à 3,5 M€.

Cabinet de conseil en organisation et management, spécialisé sur le secteur de l'assurance, Eveho conseil a pour mission d'accompagner les acteurs de ce secteur dans le cadrage et la mise en œuvre de leurs projets de transformation. Les équipes pluridisciplinaires d'Eveho combinent expertises métiers et compétences en organisation, management et système d'information. Eveho intervient aussi bien auprès de compagnies d'assurances, de bancassureurs, que de groupes mutualistes et de protection sociale sur l'ensemble de leurs métiers : assurance, dommage, santé, vie, retraite, prévoyance.

Cette acquisition positionne Solucom au premier plan auprès des donneurs d'ordre métiers de l'assurance. Eveho continuera d'être dirigée par son équipe de management actuelle qui conduira son développement au sein du groupe.

Cette acquisition a été financée intégralement en numéraire. La société est consolidée à compter du 1er avril 2012 dans les comptes de Solucom, soit sur la totalité de son exercice. Un goodwill est constaté dans les comptes consolidés du groupe au 30 septembre 2012, incluant un complément de prix éventuel représentant 24% du prix d'acquisition total.

Transmissions universelles de patrimoine

Deux transmissions universelles du patrimoine des sociétés Solucom DV et New'Arch, filiales à 100% de Solucom, à la société Solucom ont été mises en œuvre par décision de l'associé unique en date du 30 mai 2012. Elles ont été définitivement réalisées à l'issue du délai d'opposition des créanciers le 30 juin 2012.



Deux transmissions universelles du patrimoine des sociétés Eveho Services et Eveho Actuariat, filiales à 100% d'Eveho Conseil, à la société Eveho Conseil ont été mises en œuvre par décision de l'associé unique en date du 29 août 2012. Elles ont été définitivement réalisées à l'issue du délai d'opposition des créanciers le 30 septembre 2012.

Ces opérations n'ont pas eu d'impact au niveau des comptes consolidés.

Implantation à l'international

Le 13 septembre 2012, Solucom a créé la société SLM Consulting au capital social de 500 000 dirhams, dont le siège social est situé à Casablanca au Maroc. Cette société a pour objet la réalisation de missions de conseil en systèmes d'information, organisation et management. La société n'a pas eu d'activité au 30 septembre 2012.

2. Principes et méthodes comptables

Tous les montants présentés dans l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

Principes de consolidation : Évolutions normatives

Depuis le 01/04/05, les comptes consolidés de Solucom sont établis en application du référentiel international comptable IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et du règlement européen 1606/2002 du 19/07/02. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30/09/12.

Les états financiers intermédiaires résumés du groupe Solucom portant sur la période de 6 mois close au 30/09/12 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 " Information financière intermédiaire ".

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au titre de l'exercice clos le 31/03/12. Les méthodes comptables retenues sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31/03/12.

Comparabilité des comptes

Les comptes du premier semestre 2012/2013 sont comparables à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2012 et du premier semestre 2011/2012 à l'exception des variations de périmètre de consolidation.

En particulier, les normes IFRS de l'IASB et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (consultables sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) pour les exercices ouverts à compter du 01/04/12, ont été appliquées par le cabinet et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements d'application obligatoire à compter du 01/04/2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers »	23/11/2011	01/07/2011

L'application de ce nouveau texte n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés semestriels du cabinet.

Normes comptables ou interprétations que le groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30/09/12 ; elles ne sont pas appliquées par le cabinet à cette date.



Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par	Dates d'application :
Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global (OCI)»	06/06/2012	01/07/2012
Améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS	17/05/2012	01/01/2013
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12/11/2009, 28/10/2010 et 16/12/2011	01/01/2015
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 11 « Accords conjoints »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12/05/2011	01/01/2013 ⁽¹⁾
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	12/05/2011	01/01/2013
IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert »	19/10/2011	01/01/2013
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	16/12/2011	01/01/2013
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	20/12/2010	01/01/2012
Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	16/12/2011	01/01/2014

(1) Ces textes doivent être appliqués au cours de la même période. L'ARC a voté le 1^{er} juin 2012 pour l'adoption de ces textes en recommandant qu'ils soient appliqués au plus tard pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014, leur application au 1^{er} janvier 2013 étant possible sous réserve de l'adoption des textes par l'Union Européenne dans ce délai.

L'IASB a publié des normes et des interprétations, adoptées par l'Union européenne au 30 septembre 2012, applicables à partir des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Ces textes n'ont pas été appliqués par anticipation.



Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »	16/06/2011	01/01/2013

Modalités de consolidation

La société Solucom est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Solucom sont consolidés par intégration globale.

Solucom n'exerce d'influence notable ou de contrôle conjoint sur aucune entreprise. Solucom ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entité ad hoc.

Les comptes des sociétés consolidées sont, le cas échéant, retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

Suite aux transmissions universelles du patrimoine des sociétés New'Arch et Solucom DV, filiales à 100% de Solucom, à la société Solucom intervenues le 30 juin 2012, les sociétés New'Arch et Solucom DV ont été dissoutes sans liquidation, et la société absorbante Solucom n'a pas changé de dénomination sociale.

Suite aux transmissions universelles du patrimoine des sociétés Eveho Services et Eveho Actuariat, filiales à 100% de Eveho Conseil, à la société Eveho Conseil intervenues le 30 septembre 2012, les sociétés Eveho Services et Eveho Actuariat ont été dissoutes sans liquidation, et la société absorbante Eveho Conseil n'a pas changé de dénomination sociale.

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 30 septembre 2012.

Au 30 septembre 2012, les comptes consolidés intègrent l'ensemble des sociétés du groupe sur 6 mois, à l'exception de la société SLM Consulting créée le 13 septembre 2012.

Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers semestriels consolidés en conformité avec IAS 34, le cabinet doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Ces estimations concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait, la constatation d'impôts différés actifs et passifs, les tests de valeur sur les actifs, le calcul des engagements de retraite et autres avantages à long terme, l'appréciation des clauses de complément de prix et les provisions courantes et non courantes, l'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer, la valorisation des paiements en actions

Le cabinet reste prudent quant aux perspectives de croissance du marché du conseil à moyen et long terme et s'appuie sensiblement sur les mêmes hypothèses d'évolution de l'activité et des marges opérationnelles qu'au 31 mars 2012.

Information sectorielle

Le cabinet Solucom ne commercialisant qu'un unique type de prestations (prestations de conseil en management et système d'information), l'ensemble de ces prestations étant soumis aux mêmes risques et générant des taux de rentabilité similaires, il n'a pas été défini de secteurs d'activités distincts. En outre, la quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisé en France.



Saisonnalité des comptes intermédiaires

Les seuls effets de saisonnalité résultent de la concentration de la prise de congés durant certains mois de l'année. Il s'agit des mois de juillet et août, ainsi que du mois de mai. L'impact de ces mois de forte prise de congés concerne donc le premier semestre de l'exercice de Solucom (avril - septembre). Ce phénomène n'a pas d'impact substantiel sur l'activité de Solucom, d'autant plus que son effet est relativement prévisible (impact comparable d'une année sur l'autre).

Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste « Écarts de conversion » pour la part du Groupe.

Écart d'acquisition

Le goodwill affecté à Solucom (24 137K€) correspond aux écarts d'acquisition calculés lors de l'entrée dans le périmètre des sociétés : ARCOME absorbée par Solucom en mars 2011; IDESYS (5 111 K€), KLC (1 786 K€), qui ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine (TUP) au profit de Solucom au 31 décembre 2011; CBV (7 524 K€) qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine (TUP) au profit de Solucom au 31 mars 2012 ; New Arch (3 245 K€) et SDV (6 470 K€) qui ont fait l'objet d'une TUP au profit de Solucom le 30 juin 2012. Du fait des réorganisations juridiques et opérationnelles des différentes pratiques opérées depuis 2 ans, le goodwill de Solucom ne peut être suivi que globalement.

Les autres goodwill concernent les entrées de périmètre de l'exercice à savoir

- | | |
|---------------------------|----------|
| ■ Alturia Consulting pour | 4 267 K€ |
| ■ Eveho Conseil pour | 3 020 K€ |

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur.

Au 30 septembre 2012, aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur les écarts d'acquisition.

Autres précisions

- Le taux d'actualisation retenu pour les dépôts et les cautionnements est de 3 %.
- Solucom détient des actions propres dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale de ses actionnaires.
- Conformément à l'IAS 19 « Avantages aux personnels », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant des unités de crédit projetées. Le groupe n'a comme engagement que le versement d'indemnités de fin de carrière. Solucom n'a pas d'autres engagements à long terme ni d'indemnités de fin de contrat. Le taux d'actualisation pour la valorisation des droits est de 3 % (source : iboxx AA).
- Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du semestre.
- Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/03/10 :
 - ▶ le montant total de la charge courante relative à la provision de la CVAE ;
 - ▶ les impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de la période. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « charge d'impôt ».



3. Périmètre de consolidation

Composition du périmètre

La société Solucom a procédé à la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine des sociétés New'Arch et Solucom DV à son profit en date du 30/06/2012.

La société Eveho Conseil a procédé à la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine des sociétés Eveho Services et Eveho Actuariat à son profit en date du 30/09/2012.

La société Solucom a acquis 100% de la société Alturia Consulting le 2 avril 2012 et du groupe Eveho le 6 avril 2012.

Les comptes consolidés comprennent les comptes des sociétés suivantes :

Sociétés	% d'intérêt	Nationalité	Nombre de mois consolidés
Solucom	Sté mère	France	6
Solucom DV	100%	France	3
New'Arch	100%	France	3
Alturia Consulting	100%	France	6
Eveho Conseil	100%	France	6
Eveho Services	100%	France	6
Eveho Actuariat	100%	France	6
SLM Consulting	100%	Maroc	1

Toutes les sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Acquisition d'Alturia Consulting

Solucom a acquis le 2 avril 2012 100% du capital de la société Alturia Consulting. L'opération a été financée intégralement en numéraire.

Comme indiqué précédemment, la société Alturia Consulting ayant été acquise début avril 2012, son compte de résultat est intégré à la consolidation au titre de la totalité de la situation au 30 septembre 2012.

Un goodwill a été constaté à la date de l'acquisition, pour un montant de 4 267 milliers d'euros, incluant l'activation de déficits mais ne retenant aucun complément de prix potentiel. L'existence de ce goodwill est justifiée par les perspectives de croissance et de rentabilité d'Alturia Consulting.

L'effet de cette acquisition sur le résultat consolidé de Solucom au 30 septembre 2012 s'élève -111 milliers d'euros.

L'impact de l'entrée de périmètre de la société Alturia Consulting sur les comptes consolidés de Solucom est indiqué dans l'ensemble des notes 1 à 15. Le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie dont disposait la société Alturia Consulting à la date d'entrée dans le périmètre était de 901 milliers d'euros.

Acquisition du groupe Eveho

Solucom a acquis le 6 avril 2012 100% du capital du groupe Eveho. L'opération a été financée intégralement en numéraire.

Comme indiqué précédemment, le groupe Eveho ayant été acquis début avril 2012, son compte de résultat est intégré à la consolidation au titre de la totalité de la situation au 30 septembre 2012.

Un goodwill a été constaté à la date de l'acquisition, pour un montant de 3 020 milliers d'euros, incluant le complément de prix éventuel (900 milliers d'euros, payable en numéraire), les 2 autres suppléments de prix potentiels n'ayant pas été retenus. L'existence de ce goodwill est justifiée par les perspectives de croissance et de rentabilité du groupe Eveho.



L'effet de cette acquisition sur le résultat consolidé de Solucom au 30 septembre 2012 s'élève à 76 milliers d'euros.

L'impact de l'entrée de périmètre du groupe Eveho sur les comptes consolidés de Solucom est indiqué dans l'ensemble des notes 1 à 15. Le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie dont disposait le groupe Eveho à la date d'entrée dans le périmètre était de 539 milliers d'euros.

4. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat

Note 1 - Écarts d'acquisition à l'actif du bilan

(En milliers d'euros)	Valeur nette au 31/03/2012	Variation de périmètre	Diminution de l'exercice	Valeur nette au 30/09/2012
Solucom	24 137			24 137
Alturia Consulting		4 267		4 267
Eveho Conseil		3 020		3 020
Total	24 137	7 287		31 424

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur les écarts d'acquisition à l'actif du bilan.

Note 2 – Immobilisations incorporelles

Valeur brute	31/03/2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2012
Logiciels	1 504	170	185	1	1 858
Total	1 504	170	185	1	1 858

Amortissements	31/03/2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2012
Logiciels	1 342	142	74	1	1 557
Total	1 342	142	74	1	1 557

Total net	162	28	111		301
------------------	------------	-----------	------------	--	------------

Aucune immobilisation incorporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété.

Note 3 – Immobilisations corporelles

Aucune immobilisation corporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété à l'exception des biens financés par un contrat de crédit-bail.

Valeur brute	31/03/2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2012
Autres immobil. Corporelles	4 726	480	55	349	4 912
Autres immobil. En crédit-bail	2 773		124	6	2 891
Immobilisations.en cours	184		260	189	255
Total	7 683	480	439	544	8 058



Amortissements	31/03/2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2012
Autres immobil. Corporelles	2 990	267	243	225	3 275
Autres immobil. En crédit-bail	2 230		144	-	2 374
Total	5 220	267	387	225	5 649

Dépréciations	31/03/2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2012
Autres immobil. Corporelles		161	2	126	33
Autres immobil. En crédit-bail					
Total		161	2	126	33

Total net	2 463	52	54	193	2 376
------------------	--------------	-----------	-----------	------------	--------------

Note 4 – Crédit-bail

Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :

Catégorie d'actifs	30/09/2012	31/03/2012
Matériels de bureau & informatique	517	543
Total	517	543

Impact sur le compte de résultat :

Compte de résultat	30/09/2012	31/03/2012
Amortissements comptabilisés	150	276
Pertes de valeur comptabilisées en charges		
Charges financières	10	16
Gains de valeur comptabilisés en produits		
Montant des redevances de l'exercice retraitées	159	300
Total	(1)	8

Redevances :

Redevances	30/09/2012	31/03/2012
Valeur d'origine des biens	2 891	2 773
Redevances versées :		
- au cours des exercices antérieurs	2 347	2 123
- au cours de l'exercice	159	300
Total	2 506	2 423
Redevances restant à payer :		
- à moins d'un an	251	252
- à plus d'un an et à moins de cinq ans	267	288
- à plus de cinq ans		
Total des redevances	518	540

<i>dont charges financières futures</i>	33	25
Valeur résiduelle en fin de contrat	29	27



Note 5 – Actifs financiers (non courants et courants)

Evolution sur le 1^{er} semestre 2012/2013 :

(En milliers d'euros)	31/03/2012	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2012
Dépôts et cautionnements Instruments de couverture Titres disponibles à la vente	720	71	50	9	832
Total	720	71	50	9	832

Aucune dépréciation des dépôts et cautionnements n'a été pratiquée au cours des trois derniers exercices.

Par échéance :

Dépôts et cautionnements	30/09/2012	31/03/2012
A moins d'un an (1)	83	20
A plus d'un an et à moins de cinq ans	659	620
A plus de cinq ans	90	80
Total	832	720

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances"

Impact sur le compte de résultat :

Impact de l'actualisation des dépôts	30/09/2012	31/03/2012
Valeur d'origine	892	801
Cumul des actualisations antérieures	(81)	(122)
Actualisation entraînant une charge	0	0
Actualisation entraînant un produit	21	41
Valeur nette comptable (1)	832	720

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances" pour la partie à moins d'un an

Une hausse du taux d'actualisation des dépôts de garantie de 1% représenterait 24 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière tandis qu'une baisse du taux d'actualisation de 1%, une augmentation du résultat de 25 milliers d'euros.

Note 6 – Contrats de location simple

Échéancier au 30/09/2012 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	7 303	3 345	3 958	-
Total	7 303	3 345	3 958	-

Échéancier au 31/03/2012 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	6 353	2 987	3 366	-
Total	6 353	2 987	3 366	-

Pour les baux immobiliers, la durée prise en compte correspond à celle qui court jusqu'à la dénonciation la plus proche possible des différents baux.



Note 7 – Autres Actifs non courants

Évolution au 1^{er} semestre 2012/2013 :

Valeur brute	31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	30/09/2012
Impôt différé actif	2 184	679	263	3 126
Autre actif non courant	31			31
Total	2 215	679	263	3 157
Dépréciation	31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	30/09/2012
Autre actif non courant	20			20
Total	20			20
Total net	2 195	679	263	3 137

Note 8 – Actif courant

Evolution au 1er semestre 2012/2013 :

Valeur brute	31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	Ecarts de conversion	30/09/2012
Clients et comptes rattachés	35 856	3 500	1 830		41 185
Sous total "Clients et comptes rattachés"	35 856	3 500	1 830		41 185
Avances et acomptes versés	267	199	(355)		111
Créances sociales	114	6	284		404
Créances fiscales	5 088	436	(86)		5 438
Dépôts et cautionnements	20	69	(5)		84
Débiteurs divers	61	915	(904)		72
Charges constatées d'avance	1 631	66	(142)		1 555
Sous total "Autres créances"	7 181	1 691	(1 207)		7 664
Instrument financiers					
Actifs disponibles à la vente					
Sous total "Actifs financiers"					
Sicav monétaire – Équivalent de trésorerie	4 688	85	(4 355)		418
Disponibilités	9 891	1 355	(6 745)	(2)	4 499
Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"	14 579	1 440	(11 100)	(2)	4 917
Total	57 616	6 630	(10 477)	(2)	53 767

Dépréciation	31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	Ecarts de conversion	30/09/2012
Clients et comptes rattachés	12	84	-		96
Sous total "Clients et comptes rattachés"	12	84	-		96
Débiteurs divers	4	-	3		7
Sous total "Autres créances"	4	-	3		7
Total	16	84	3		103

Net	31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	Ecarts de conversion	30/09/2012
Sous total « clients et comptes rattachés »	35 844	3 416	1 830		41 089
Sous total "Autres créances"	7 177	1 691	(1 210)		7 657
Sous total "Actifs financiers"					
Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"	14 579	1 440	(11 100)	(2)	4 917
Total net	57 600	6 546	(10 481)	(2)	53 663

Le cabinet analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.



Note 9 – Valeurs mobilières de placement

Nature des valeurs mobilières de placement	30/09/2012		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	406	12	418
Total	406	12	418

Nature des valeurs mobilières de placement	31/03/2012		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	4 685	3	4 688
Total	4 685	3	4 688

Note 10 – Capital

Au 30 septembre 2012, le capital de la société mère Solucom est constitué de 4 966 882 actions entièrement libérées de 0,10 euro chacune.

Le nombre d'actions propres détenues au 30 septembre 2012 s'élève à 112 400 actions.

Par ailleurs, sur autorisation de l'Assemblée Générale, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 2 juillet 2012, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice de cadres dirigeants du groupe. Ce plan prévoit l'attribution définitive d'actions gratuites à l'issue d'une période d'acquisition sous conditions de présence et d'investissement personnel du dirigeant en actions Solucom ; le nombre d'actions attribuées sera également fonction d'un critère de performance basé sur l'atteinte d'un niveau prédéfini du résultat opérationnel courant consolidé du groupe.

En outre, le Directoire de Solucom a décidé, lors de cette même séance, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice des membres du personnel salarié de Solucom ou du groupe ou de certaines catégories d'entre eux, dans le cadre du dispositif d'épargne salariale mis en place chez Solucom.

La constatation des avantages respectifs correspondant à chacun des plans ainsi accordés aux bénéficiaires a fait l'objet d'une dotation spécifique et d'un impact en capitaux propres dans les comptes au 30 septembre 2012.

Note 11 – Provisions

Les provisions sont constituées essentiellement d'indemnités de départ à la retraite ayant fait l'objet d'une évaluation de la part d'un actuaire indépendant, ainsi que de litiges prud'homaux évalués en fonction d'une estimation faite par un conseil juridique du risque le plus probable, et le cas échéant, de provision pour risques clients.

(En milliers d'euros)	31/03/12	Variation de périmètre	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise		30/09/12
					Utilisées	Non utilisées	
Provisions court terme							
Provisions pour risques	856	81		797	302	231	1 201
Provisions pour pénalités				18			18
Provisions pour charges		45					45
Total	856	126		815	302	231	1 264
Passif long terme							
Provisions pour IFC	2 197	529		567	46	-	3 247
Provisions pour risques							
Total	2 197	529		567	46	-	3 247
Total	3 053	655		1 383	348	231	4 511



Impact des provisions sur le résultat au 30/09/2012 :

(En milliers d'euros)	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise	
			Utilisées	Non utilisées
Résultat opérationnel courant		1 003	348	231
Résultat opérationnel				
Total		1 003	348	231

Note 12 – Passif non courant

Évolution au 1^{er} semestre 2012/13 :

Valeur brute	31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	30/09/2012
Provisions long terme	2 197	529	521	3 247
Dettes financières (Crédit bail à + d'un an)	288		(21)	267
Dettes financières (Emprunts à + d'un an)				
Dettes diverses				
Dettes fiscales	158		(3)	155
Impôts différés Passifs	63	14	13	90
Total	2 706	543	510	3 759

Note 13 – Passifs financiers (non courants et courants)

Évolution au 1^{er} semestre 2012/2013 :

(En milliers d'euros)	Montant au 31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	Montant au 30/09/2012
Part à plus d'un an	288		(21)	267
Dettes financières (Crédit bail à + d'un an)	288		(21)	267
Emprunts auprès d'établissements de crédit (+ d'un an)				
Part à moins d'un an	2 264		(958)	1 306
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 009		(955)	1 054
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes financières (Crédit bail)	252		(1)	251
Concours bancaires courants	2		(1)	1
Intérêts courus non échus	1		(1)	
Total	2 552		(979)	1 573

Par taux :

(En milliers d'euros)	Au 30/09/2012		Au 31/03/2012	
	Taux fixe	Taux Variable	Taux fixe	Taux Variable
Passif non courant	266		288	
Passif courant	252	1 055	254	2 009
Total	518	1 055	542	2 009

Compte tenu du niveau d'endettement du groupe et des taux contractuellement fixés, une hausse du taux de l'EURIBOR 6 mois de 1% représenterait 10 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière contre, en cas de baisse de ce même taux de 1%, une augmentation du résultat de 5 milliers d'euros ; l'Euribor atteignant son niveau plancher de 0% dans ce dernier cas.



Par échéance au 30/09/2012 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Passif non courant	267		267	
Passif courant	1 306	1 306		
Total	1 573	1 306	267	

Par échéance au 31/03/2012 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Passif non courant	288		288	
Passif courant	2 263	2 263		
Total	2 551	2 263	288	

Les sûretés accordées en garantie de ces emprunts sont décrites en note 24.

Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de l'exercice.

Tous les emprunts ont été contractés en euros ; leurs caractéristiques sont les suivantes :

- Emprunt contracté par la société Solucom auprès de la Société Générale :
 - ▶ Valeur d'origine : 6 000 milliers d'euros ;
 - ▶ Date de début : 27/03/08 ;
 - ▶ Durée : 5 ans
 - ▶ Échéances de remboursement : semestrielles
 - ▶ Taux de rémunération : variable (base EURIBOR 6 mois)

- Emprunt contracté par la société Solucom auprès de BNP Paribas :
 - ▶ Valeur d'origine : 4 000 milliers d'euros
 - ▶ Date de début : 28/03/08
 - ▶ Durée : 5 ans
 - ▶ Échéances de remboursement : semestrielles
 - ▶ Taux de rémunération : variable (base EURIBOR 6 mois)
 - ▶ Autres : engagement de se couvrir dans un délai de trois mois au plus du risque de taux à hauteur de 50% du montant du crédit, sur une durée de trois ans, contre les conséquences d'une hausse de plus de 150 pb de l'indice EURIBOR six mois du 26/03/08



Note 14 – Endettement financier net

Au 30/09/12	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 055	1 055		
Emprunts liés au retraitement des contrats de crédit-bail mobilier	518	251	267	
Emprunts et dettes financières				
Emprunts et dettes financières	1 573	1 306	267	
Concours bancaires courants	(1)	(1)		
Équivalents de Trésorerie à la valeur historique	406	406		
Disponibilités	4 499	4 499		
Trésorerie nette des découverts (1)	4 904	4 904		
Mise à la juste valeur des équivalents de trésorerie	12	12		
Trésorerie nette consolidée	4 916	4 916		
Endettement financier net	(3 343)	(3 610)	267	

(1) cf tableau de variation de trésorerie

Note 15 – Passif courant

Toutes les dettes sont libellées en euros.

(En milliers d'euros)	31/03/2012	Variation de périmètre	Variation	30/09/2012
Provisions court terme	856	126	282	1 264
Passifs financiers (part à moins d'un an)	2 263		(957)	1 306
Fournisseurs	5 544	1 749	(1 495)	5 798
Avances et acomptes reçus / com.	815	90	122	1 027
Dettes sociales	16 578	1 871	(1 822)	16 627
Dettes fiscales	10 145	885	(1 480)	9 550
Fournisseurs d'immobilisations	151		(51)	100
Comptes courants créditeurs			1 066	1 066
Dettes fiscales (IS)	120	26	(105)	42
Dettes diverses	212		865	1 077
Produits constatés d'avance	2 708	60	139	2 907
Total	39 392	4 806	(3 436)	40 764

Note 16 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est quasi-exclusivement réalisé en France.

Note 17 – Achats consommés

(En milliers d'euros)	30/09/2012	30/09/2011
Achats de sous-traitance	2 087	1 709
Autres achats consommés	0	0
Total	2 087	1 709



Note 18 – Charges de personnel

(En milliers d'euros)	30/09/2012	30/09/2011
Salaires et traitements	29 786	24 437
Charges sociales	14 469	12 001
Total	44 255	36 439

Effectif moyen en ETP	30/09/2012	30/09/2011
Ingénieurs et cadres	1 121	851
Employés	38	36
Total	1 159	887

Note 19 – Rémunération des dirigeants

(En milliers d'euros ou en nombre)	30/09/2012	30/09/2011
Rémunérations des membres du Directoire	210	186
Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance	39	38
Autres rémunérations perçues		
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat		
Paievements en actions		
Nombre de stocks options détenues par les dirigeants		

Note 20 – Autres produits et charges opérationnels

(En milliers d'euros)	30/09/2012	30/09/2011
Autres produits opérationnels	1 095	0
Crédit d'impôt Recherche net de frais	1 093	
Divers	2	
Autres charges opérationnelles	501	1
Frais d'acquisitions	501	
Divers		1
Total net	594	(1)

Les autres produits opérationnels sont essentiellement constitués du crédit d'impôt recherche 2010 et 2011 net des honoraires de conseil et des frais d'acquisition de titres pour 501 milliers d'euros.

Note 21 – Résultat financier

(En milliers d'euros)	30/09/2012	30/09/2011
Produits nets sur cession des équivalents de trésorerie	1	26
Intérêts des emprunts	(32)	(56)
Variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie	0	15
Coût de l'endettement net	(31)	(15)
Variation de la juste valeur des autres actifs financiers	22	(8)
RESULTAT FINANCIER	(9)	(23)



Note 22 – Impôts sur les sociétés

Effet net des impôts sur le résultat :

(En milliers d'euros)	30/09/2012	30/09/2011
Charges d'impôts courants	1 667	1 936
Impôts différés	(128)	(112)
Total	1 539	2 048

Au 30 septembre 2012, le montant des impôts différés à plus d'un an s'élève à 1 864 milliers d'euros.

Tous les impôts différés générés par les opérations de l'exercice ont fait l'objet d'une comptabilisation. Il a été activé 44 milliers d'euros de déficit reportable sur le semestre.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2010 en France a supprimé la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions à savoir la cotisation des entreprises (CFE), et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Conformément à l'avis du CNC du 14 janvier 2010, Solucom a opté pour la comptabilisation de la CVAE en impôt sur le résultat à compter de 2010. Le montant de la CVAE comptabilisé dans la ligne « Impôt sur le résultat » s'élève à 629 milliers d'euros au 30/09/12 contre 710 milliers d'euros au 30/09/11. L'impôt différé passif lié à la CVAE s'élève à 31 milliers d'euros et aucun impôt différé actif lié à la CVAE.

Note 23 – Résultat dilué par action

Résultat par action	30/09/2012	30/09/2011
Résultat des entreprises net (part du groupe)	3 319	2 018
Résultat sur chiffre d'affaires	5.6%	4.0%
Nombre moyen pondéré de titres en circulation (1)	4 854 482	4 854 482
Résultat net part du groupe par action	0.68	0.42
Nombre de titres émis au 30 septembre	4 966 882	4 966 882
Nombre de titres potentiels - Stocks options	0	0
Total nombre de titres émis et potentiels	4 966 882	4 966 882
Résultat net part du groupe dilué par action	0.67	0.41

(1) Hors titres d'autocontrôle

Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30 septembre 2011, sur la base du nombre d'actions au 30 septembre 2012.

Note 24 – Instruments financiers

Solucom détient les instruments financiers suivants :

- des placements de SICAV de trésorerie, exclusivement indexées sur l'EONIA ne recelant aucun risque identifié,
- ses actions propres.



Note 25 – Engagements hors bilan

Par catégorie :

Engagements hors bilan	30/09/2012	31/03/2012
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	4 359	12 800
- dont actions de filiales nanties	0	8 800
Avals, cautions et garanties données	3	0
-		
Autres engagements donnés	7 303	6 353
- dont locations simples	7 303	6 353
Avals, cautions et garanties reçues	4 009	4 130
- dont cautions et garanties bancaires reçues en garantie de clause de garantie de passif	0	13

Par échéance :

La caution de 3 milliers d'euros concerne le bail des locaux de Bordeaux et à échéance moins de trois mois (le bail se prolonge par tacite reconduction par période de trois mois).

Les nantissements concernent les éléments de fonds de commerce de Solucom relatifs aux établissements secondaires de Villeurbanne et d'Aubagne. Ils sont donnés au profit de banques, en couverture de ligne de crédit confirmées octroyées par ces dernières. Ces engagements sont à échéance 2014.

Pour les échéances des engagements donnés pour les locations simples se reporter à la note 6 – Contrats de location simple.

Les cautions et garanties bancaires reçues (4 009 milliers d'euros) l'ont été en garantie :

- de clause de garantie de créances commerciales (9 milliers d'euros)
- d'ouvertures de crédit consenties dans le cadre de l'acquisition de la société Cosmosbay-Vectis à hauteur de 4 000 milliers d'euros

Note 26 – Parties liées

Solucom n'a réalisé aucune transaction significative avec des intermédiaires susceptibles d'être considérées comme « parties liées » au sens de la norme IAS 24.9.

Note 27 – Informations postérieures à la clôture

Solucom a acquis la majorité du capital (70%) du groupe Stance le 2 octobre 2012. Fondé en 2005, Stance compte une trentaine de consultants et a réalisé, en 2011, un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 6 M€.

Le solde des actions composant le capital social de Stance a vocation à être acquis avant le 1^{er} juillet 2013.

Cabinet de conseil en organisation et management, Stance accompagne les entreprises dans leurs projets de transformation, depuis les réflexions amont jusqu'à la direction de programme et l'accompagnement du changement. Sa filiale Hekla, détenue à 100%, est dédiée à l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

L'opération est financée essentiellement en numéraire, et de manière complémentaire en actions Solucom. La société sera consolidée à compter du 1^{er} octobre 2012 dans les comptes de Solucom, soit sur la moitié de son exercice. .

En date du 5 octobre 2012, Solucom a conclu l'ouverture d'un crédit d'un montant total maximum de 16 000 000 € auprès d'un groupement de quatre banques (Crédit Lyonnais, Société Générale, Bred Banque Populaire, BNP Paribas). Le taux d'intérêt applicable serait égal au taux Euribor de la durée du tirage majoré d'une marge de 1,2%. Ce crédit est destiné à refinancer l'acquisition au comptant d'Alturia Consulting et du groupe Eveho, ainsi que son endettement existant.



De ce fait, Solucom a remboursé par anticipation les soldes des emprunts Société Générale pour 600 K€ le 9 octobre 2012, et BNP Paribas pour 455 K€ le 11 octobre 2012.

Solucom a émis, le 26 octobre 2012, un emprunt obligataire de 3 000 000 €, souscrit par le fonds Micado France 2018 géré par Portzamparc Gestion. Les obligations porteront intérêt au taux fixe de 5,5% et seront remboursables *in fine* le 2 octobre 2018. Le produit de cette émission est destiné à contribuer au financement du plan stratégique « Solucom 2015 ».



Note 28 – Liste des sociétés consolidées

Société	Siège	N° SIRET / registre de Commerce	Forme juridique	Pays
Solucom	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	377550249 00041	SA	France
Solucom DV	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	423049162 00062	SASU	France
New'Arch	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	480157585 00021	SASU	France
Alturia Consulting	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	350715108 00063	SASU	France
Eveho Conseil	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	483529384 00032	SASU	France
Eveho Services	5, rue Daunou 75002 Paris	530188028 00019	SASU	France
Eveho Actuariat	5, rue Daunou 75002 Paris	521820431 00026	SASU	France
SLM Consulting	11, rue El Wahda Casablanca	266961	SARL	Maroc



Rapport des Commissaires aux Comptes

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Solucom, relatifs à la période du 1^{er} avril 2012 au 30 septembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 2012
Les Commissaires aux Comptes

SLG EXPERTISE

Constantin Associés

Arnaud BERNARD

Laurent LÉVESQUE

